



Séance ordinaire du jeudi 20 septembre 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Josy SCHWARTZ, suppléant de Laurent JAOUÏ, Claudine VASSAS MEJRI, suppléant de Gilbert PASTOR.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASILVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Michel FRAYSSE, Isabelle GIANIEL, Pascal KRZYZANSKI, Marie-Christine PANOS, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Clare HART, Audrey LLEDO, Julie FRÊCHE.

Hors commission - Organismes extérieurs - Création d'une Société Publique Locale "Occitanie Events" - Statuts - Prise de participation - Désignation des représentants de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

La Région Occitanie par délibération en date du 20 juillet 2018 a décidé la création d'une société publique locale (SPL), dont l'objet social réside dans la gestion, l'exploitation et le développement d'équipements participants à l'attractivité et à la promotion du territoire de ses actionnaires en matière d'événementiel, ainsi que toute étude concourant à cet objectif. Cette société pourra en outre réaliser de manière générale toutes les opérations qui sont compatibles avec ces objets et qui contribuent à leur réalisation. Elle exercera ses activités exclusivement sur le territoire de ses actionnaires et pour leur compte exclusif.

Contexte

Cette création s'inscrit dans le contexte de la fin anticipée par protocole de résiliation, au 31 décembre 2018, de la délégation de service public de la Région Occitanie, relative à l'exploitation du Parc des expositions et de Sud de France Aréna portée par la SAEML Montpellier Events. Il convient de rappeler que ce contrat porté par la Région, mettait la société gestionnaire en grave déficit structurel depuis plusieurs années, la condamnant progressivement à une cessation de paiement imminente.

La délibération de la Région Occitanie, propriétaire délégrant des équipements « Parc des expositions » et « Sud de France Aréna », acte que cette nouvelle SPL sera dédiée à la gestion de ses deux équipements en délégation de service public (DSP), sous la forme d'un affermage, et dans le cadre d'une gestion distincte des équipements de la Métropole que sont le « Corum-Palais des congrès-Opéra », et le « Zénith Sud », eux-mêmes gérés, jusqu'au 31 décembre 2018 par la SAEML Montpellier Events.

Ce nouveau modèle de gestion acté par la Région dans le cadre d'une délibération en date du 20 juillet 2018, impose une nouvelle stratégie de différenciation des futurs délégataires pour la gestion des quatre sites, autrefois exploités par la même société dans le cadre d'une gouvernance partagée et équilibrée entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Région Occitanie.

Montpellier Méditerranée Métropole est désormais contrainte de prendre acte de ce dispositif, au constat du refus de la Région Occitanie de la proposition de la Métropole de SPL unique, qui aurait permis la gestion commune par une même entité, des deux sites appartenant à la Région et des deux sites appartenant à la Métropole.

Les principales modalités statutaires de la création de la SPL « Occitanie Events »

- **Forme de la société : Société Publique Locale (SPL)**

Les SPL ont été créées par la loi n°2010-559 du 28 mai 2010. Selon l'article L.1531-1 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), la SPL revêt la forme de société anonyme régie par le livre II du Code de commerce et est par ailleurs soumise, sauf disposition contraire, aux règles régissant les sociétés d'économie mixte locale prévues par le CGCT. Elle exercera ses activités exclusivement sur le territoire de ses actionnaires et pour leur compte exclusif.

Les actionnaires de la SPL peuvent contracter directement avec la SPL en s'affranchissant des règles de la commande publique. Cette dispense de mise en concurrence résulte du fait que les contrats qu'une collectivité ou leur groupement passe avec sa SPL sont assimilés à des contrats de prestation intégrée, régime juridique autrement désigné sous les expressions de « quasi-régie » ou « in-house ».

Le contrôle des actionnaires sur la SPL sera assuré à la fois par leur présence au conseil d'administration, mais également par les dispositifs légaux et statutaires conférant des prérogatives de contrôle et d'information des actionnaires, complétés par les clauses des futures conventions conclues avec la SPL.

- **Capital social**

Cette SPL sera dotée d'un capital social de 1 500 000 € composé de 1 500 actions à valeur nominale de 1 000 €. Le capital de la SPL étant entièrement détenu par les collectivités territoriales et leurs groupements.

- **Dénomination**

La SPL ainsi créée serait dénommée « *Occitanie Events* », sous réserve de confirmation.

- **Composition du capital social et gouvernance**

La proposition de répartition du capital serait ainsi la suivante, sous réserve de la délibération relative à la prise de participation de chaque collectivité ou entité publique :

| Actionnaires | Nombre de titres | Valeur en € | % détenu par les actionnaires en assemblées générales | Nombre d'administrateurs au Conseil d'administration |
|------------------------------------|------------------|-------------|---|--|
| Région Occitanie | 1 460 | 1 460 000 | 97,33% | 8 |
| Montpellier Méditerranée Métropole | 10 | 10 000 | 0,7% | 1 |
| Pays de l'Or Agglomération | 10 | 10 000 | 0,7% | 1 |
| Département de l'Hérault | 10 | 10 000 | 0,7% | 1 |
| Commune de Pérols | 10 | 10 000 | 0,7% | 1 |
| TOTAL | 1 500 | 1 500 000 | 100% | 12 |

Le conseil d'administration serait composé de 12 membres ; les statuts proposant un nombre d'administrateurs entre 9 et 12. La Région Occitanie disposant pour sa part de 8 sièges au sein du conseil d'administration. Chacun des actionnaires disposera d'un siège minimum et d'un nombre de sièges proportionnel à la part de capital détenu.

Il est ainsi proposé par la Région Occitanie, 1 siège au sein du conseil d'administration pour chacune des autres collectivités ou établissements publics de coopération intercommunale.

En outre, il conviendra aux administrateurs de la SPL d'approuver et d'adopter un règlement intérieur, ou charte d'actionnaire, venant compléter les statuts, en fixant notamment les règles de fonctionnement et de gestion de la société, et les engagements des actionnaires.

Il convient ainsi de désigner le représentant de Montpellier Méditerranée Métropole au sein du conseil d'administration et des assemblées générales de la société créée.

Le Président propose la candidature de Madame Maud BOKDIN.

Madame Michèle CASSAR propose, au nom de Groupe de Coopération Métropolitaine, la candidature de Monsieur Cyril MEUNIER.

Conformément aux dispositions de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales, le Président propose à l'Assemblée, de décider à l'unanimité, de ne pas procéder à cette désignation par un vote à scrutin secret mais à une désignation à main levée.

A l'issue d'un vote à main levée, Madame Maud BODKIN est élue avec 59 voix, la candidature de Monsieur Cyril Meunier ayant recueilli 19 voix.

9 élus se sont abstenus.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le principe de la création d'une Société Publique Locale par la région Occitanie, à laquelle sera confié le contrat de délégation de service public du Parc des expositions et de la Sud de France Aréna ;
- approuver le projet de statuts portant création de la Société Publique Locale « Occitanie Events » ;
- autoriser Montpellier Méditerranée Métropole à souscrire au capital social de ladite Société Publique Locale pour 10 000 € (soit 1 000 actions) et dire que ces crédits sont inscrits au chapitre 906 ;
- désigner Madame Maud BODKIN en tant que représentante de la Métropole au sein du Conseil d'Administration de la Société Publique Locale et au sein de l'Assemblée Générale, notamment l'Assemblée Générale Constitutive de la société ;
- autoriser Madame Maud BODKIN ainsi désignée à exercer toutes fonctions dans ce cadre et la doter de tous pouvoirs à cet effet, en particulier celui de signer les statuts ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

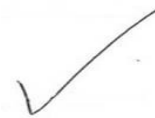
Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 28/09/18

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 28 septembre 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180920-56689-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 28/09/18

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.